

---

# Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2012

---

## La crise de la dette dans la zone euro constitue actuellement la plus grave menace pour l'économie mondiale – Nations Unies

**Un changement fondamental de politique est nécessaire : il faut se départir de l'austérité pour résoudre la crise de l'emploi et faciliter une croissance respectueuse de l'environnement**

**New York, le 7 juin 2012:** La crise de la dette dans la zone euro demeure la plus grave menace pour l'économie mondiale. Une escalade de la crise pourrait entraîner de graves remous sur les marchés financiers et une forte poussée de l'aversion pour le risque, ce qui conduirait à un nouvel affaiblissement de la croissance mondiale, affirment les Nations Unies dans la version mise à jour en milieu d'année de leur rapport intitulé: "*Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012*" (*World Economic Situation and Prospects -WESP 2012*).

Dans ce rapport publié aujourd'hui, les experts de l'ONU notent que la situation économique du monde reste préoccupante. A la suite d'un ralentissement marqué en 2011, la croissance économique mondiale restera probablement faible en 2012, la plupart des régions progressant à un rythme inférieur à leur potentiel. Le produit mondial brut (PMB) devrait connaître une croissance de 2,5% en 2012 et de 3,1% en 2013, après avoir atteint 2,7% en 2011. Ces projections de croissance économique représentent une révision légèrement à la baisse de celles présentées en janvier dans le *WESP 2012*.

La plupart des pays développés ont toujours des difficultés à surmonter les problèmes économiques générés par la crise financière mondiale de 2008-2009. Le rapport énumère quatre faiblesses principales qui continuent de faire obstacle à une reprise économique forte. Tout d'abord le processus de désendettement entrepris par les banques, les entreprises et les ménages continue à affaiblir les flux de crédit, ainsi que la demande de consommation et d'investissement. Deuxièmement, le taux de chômage demeure élevé et représente à la fois une cause et une conséquence de l'absence de reprise économique. Troisièmement, les mesures d'austérité budgétaire prises pour tenter d'enrayer la hausse des dettes publiques, non seulement affaiblissent la croissance économique, mais compliquent encore davantage les efforts pour réduire la dette. Et quatrièmement, la vulnérabilité des banques aux dettes souveraines, combinée à la faiblesse de l'économie mondiale, perpétue la fragilité du secteur financier, qui renforce la marche forcée vers le désendettement.

Le rapport *WESP* souligne que les pays développés, en particulier en Europe, continuent de rencontrer des difficultés pour sortir de ce cercle vicieux. Même si une aggravation et la propagation de la crise des dettes souveraines dans la zone euro peuvent être évitées, l'activité économique dans l'Union européenne devrait stagner en 2012.

Le rapport prévoit que la croissance du commerce mondial ralentira encore en 2012, pour atteindre 4,1%, contre 13,1% en 2010 et 6,6% en 2011.

Dans le contexte d'une demande extérieure qui faiblit et d'une incertitude croissante à l'échelle mondiale, les pays en développement et les économies en transition devraient connaître un ralentissement sensible de leur croissance, respectivement à 5,3% et 4,0%, en 2012. La croissance économique moyenne de ces pays devrait ensuite se redresser légèrement, à condition que les risques mentionnés ne se réalisent pas.

## **La crise de l'emploi se poursuit**

Dans un contexte de croissance faible, la crise de l'emploi perdure. Au niveau mondial, le chômage se maintient au-dessus de son niveau d'avant la crise et il s'accroît rapidement dans la zone euro. Dans toutes les grandes économies, le nombre de personnes actives sur le marché de l'emploi par rapport à la population totale est resté inférieur à son niveau de 2007, à l'exception du Brésil, de la Chine et de l'Allemagne. A la fin de 2011, on estimait à 48 millions le nombre d'emplois supplémentaires nécessaires pour que le taux d'emploi mondial retrouve son niveau d'avant la crise.

Aux Etats-Unis, malgré une amélioration récente, le taux de chômage demeure au-dessus de 8%, bien plus élevé qu'avant la crise. Dans l'ensemble de la zone euro, le taux de chômage a atteint le niveau record de 10,9% en mars 2012, soit une hausse d'un point par rapport à l'année précédente, et les niveaux dans les économies les plus affectées par la crise sont alarmants. En Grèce, en Irlande et en Espagne, le taux de chômage est supérieur de plus de dix points à ce qu'il était en 2007. En outre, le chômage de longue durée continue d'augmenter dans les économies développées, représentant environ 40% du total dans de nombreux pays.

En revanche, l'emploi s'est redressé plus vigoureusement qu'ailleurs dans les pays en développement, en particulier en Asie orientale et en Amérique latine. D'importantes situations de sous-emploi demeuraient cependant, à la fin de 2011, dans de nombreux pays d'Asie du sud (y compris en Inde), en Asie occidentale (notamment dans les pays secoués par l'instabilité politique), en Afrique (y compris en Afrique du sud), et en Amérique latine (y compris au Mexique et au Venezuela).

## **Recommandations**

Etant donné les sombres perspectives de l'économie mondiale, les auteurs du rapport estiment que les responsables internationaux des politiques économiques restent confrontés à d'énormes défis. Il est clair que les efforts destinés à restaurer la viabilité de la dette par l'austérité budgétaire sont contreproductifs. Des efforts mieux coordonnés et plus cohérents en matière de politique économique sont nécessaires, sur plusieurs plans aux niveaux national et international, pour sortir du cercle vicieux du désendettement continu, de la hausse du chômage, de l'austérité budgétaire et de la fragilité du secteur financier.

Sur le plan fiscal, le rapport *WESP* affirme que les politiques menées actuellement dans les pays développés, en particulier en Europe, ne vont pas dans la bonne direction, enfonçant les économies plus profondément dans la crise et accroissant les risques d'une nouvelle récession mondiale. Les programmes drastiques d'austérité budgétaire adoptés dans de nombreux pays européens, combinés à des politiques de légère contraction dans d'autres, comme l'Allemagne et la France, renforcent le risque de créer une spirale de récession au coût économique et social énorme.

Le rapport de l'ONU affirme qu'il est essentiel de changer de cap en matière de politique fiscale et de cesser de mettre l'accent sur la consolidation à court terme, pour le placer sur une croissance économique forte fondée sur des mesures assurant une viabilité budgétaire à moyen et à long terme. Des coupes budgétaires prématurées devraient être évitées et, quoique nécessaire, la consolidation fiscale s'effectuer par des ajustements sur le moyen terme, plutôt que sur le court terme.

Le rapport souligne que la réorientation des politiques budgétaires devrait être coordonnée internationalement et alignée avec des politiques structurelles qui encouragent la création directe d'emplois et une croissance respectueuse de l'environnement. Il recommande également que les politiques monétaires soient mieux coordonnées à l'échelle internationale et que les réformes des secteurs financiers soient accélérées afin de réduire la volatilité des taux de change et des flux de capitaux, qui représentent une menace pour les perspectives économiques des pays en développement. Il est aussi nécessaire d'assurer qu'une aide au développement suffisante soit disponible pour aider les pays les plus pauvres à accélérer leur progression vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, et leur permettre d'investir dans un modèle de développement durable. Les mesures de réajustement fiscal ne devraient pas être prises au détriment du développement et les bailleurs de fonds devraient honorer leurs engagements existants en matière d'aide, ajoutent les auteurs du rapport.

## **Europe occidentale**

*Le rapport WESP* pose un regard pessimiste sur les perspectives concernant l'Europe occidentale. La reprise économique dans cette région s'est arrêtée. Après une croissance de 1,5% en 2011, le produit intérieur brut (PIB) de la région devrait se contracter de 0,3% en 2012, avec seulement un léger rebond de 0,9% prédit pour 2013. C'est une nette révision à la baisse par rapport aux prévisions de janvier 2012. Cette perspective assombrie provient essentiellement

de l'impact de la crise de la dette dans la zone euro, auquel s'ajoutent le ralentissement de la demande mondiale et les prix élevés de l'énergie. La crise de la dette a mené à l'imposition de programmes d'austérité budgétaire de plus en plus sévères dans les pays qui font face aux plus grosses difficultés financières. Elle a également affaibli le système bancaire dans la région et accru l'incertitude qui contribue à l'érosion de la confiance.

Cependant, le panorama d'ensemble masque d'importantes différences au sein de la région. En Allemagne, par exemple, l'économie devrait croître de 1,0% en 2012, tandis que les pays les plus endettés resteront enlisés dans la récession. Dans la zone euro, le taux de chômage moyen devrait augmenter, passant de 10,2% en 2011 à 11,1% en 2012 pour rester aux alentours de 11,0% en 2013.

### **L'austérité affecte négativement la croissance**

L'austérité budgétaire a d'ores et déjà plongé dans la récession de nombreux pays européens. Ce résultat, qui va à l'encontre du but poursuivi par la consolidation fiscale, prévaut tout particulièrement dans les économies très endettées de la zone euro, dont la Grèce et le Portugal; mais d'autres pays sont également retombés dans la récession suite aux politiques d'austérité budgétaire menées au cours des deux dernières années.

A l'heure actuelle, la situation de l'Italie et de l'Espagne constitue le plus grand danger pour la zone euro car la taille de leur dette risque de poser un défi insurmontable au fonds de secours de la région. La plus grande crainte est que l'Espagne glisse plus profondément encore dans la récession, poussant à la hausse le coût de ses emprunts, menant à des remous plus intenses sur les marchés qui, au final, requerraient un renflouement financier. Cela rendrait insuffisants les fonds disponibles pour aider l'Italie et relancerait la spéculation sur un éclatement de la zone euro, déstabilisant davantage les marchés financiers et déclenchant un ralentissement de l'activité économique mondiale.

### **Les nouveaux Etats membres de l'UE**

Certains des nouveaux Etats membres de l'UE, comme la Hongrie, pourraient retomber dans la récession. La Pologne qui dépend moins des exportations pourrait éviter un ralentissement brutal. La confiance des consommateurs demeure fragile alors que les mesures d'austérité budgétaire comprennent une réduction des salaires et des emplois dans le secteur public. Le ralentissement de la croissance ne fera que retarder la reprise de l'emploi.

### **Etats-Unis et Japon**

Le rapport de l'ONU donne un aperçu moins sombre de l'économie américaine, relevant qu'elle a entamé 2012 de manière plus encourageante. La création d'emplois a dépassé les prévisions, les indices boursiers ont enregistré des gains substantiels et les conditions d'octroi de crédit se sont assouplies de manière notable, tandis que la confiance et les dépenses des consommateurs se sont redressées sensiblement. L'activité économique devrait connaître une croissance de 2,1% en 2012 et de 2,3% en 2013, soit une légère révision à la hausse par rapport aux précédentes prévisions, et une légère hausse après la croissance de 1,7% enregistrée en 2011.

Mais l'économie américaine n'est pas encore sortie de la zone dangereuse. Le taux de chômage reste beaucoup plus élevé qu'avant la crise et, en avril, la création d'emplois a de nouveau ralenti, se retrouvant au-dessous du niveau requis pour absorber l'augmentation naturelle de la population active. La précarité du marché de l'emploi, combinée à la persistance de la fragilité du marché immobilier et des risques de saisie hypothécaire, sont un frein aux dépenses de consommation. Alors que les mesures de relance budgétaire prises durant la crise sont peu à peu supprimées, les dépenses du gouvernement ont baissé, ralentissant la croissance de la production. En outre, l'élection présidentielle de fin d'année crée des incertitudes sur la future politique budgétaire, brouillant ainsi les perspectives économiques.

Au Japon, les auteurs du rapport prédisent que l'économie se redressera légèrement durant la période examinée. En 2011, la chute des exportations nettes a tiré à la baisse la croissance du PIB, provoquant une contraction de 0,7%. Cependant, l'activité économique devrait croître de 1,7% en 2012 et de 2,1% en 2013.

### **Economies en transition**

Après avoir connu une croissance forte en 2011, les économies de la Communauté des Etats indépendants (CEI) devraient connaître un léger ralentissement. La production devrait augmenter de 4,3% en moyenne en 2012, contre 4,7% en 2011. Pour les grands exportateurs régionaux d'énergie, comme la Fédération de Russie et le Kazakhstan, la persistance d'une croissance économique soutenue dépendra fortement de l'évolution du prix du pétrole.

Les économies de l'Europe du sud-est devraient stagner en 2012, en raison de la faiblesse des demandes interne et externe, alors que la Croatie pourrait retomber en récession. L'activité économique de la région devrait connaître une croissance modérée de 0,6% en 2012 et de 1,8% en 2013.

## **Economies en développement**

La croissance économique en Afrique restera vigoureuse pendant la période sous revue, mais légèrement inférieure au niveau prédit dans le rapport *WESP* 2012. Le PIB de la région devrait croître de 4,2% en 2012 et de 4,8% en 2013, soit une révision en baisse de 0,7 et 0,3 point, respectivement.

La faiblesse de la demande dans les pays développés et le ralentissement de l'économie chinoise sont susceptibles de peser sur la croissance économique en Asie orientale. La croissance régionale devrait ralentir et passer de 7,1% en 2011 à 6,5% en 2012. En 2013, le rythme de la croissance devrait s'accélérer légèrement grâce à une légère reprise de la demande mondiale, et le PIB de la région devrait connaître une hausse de 6,9%. Bien que le risque d'un ralentissement brutal de l'économie chinoise durant de la période examinée soit minime, la croissance en Chine devrait ralentir et passer de 9,2% en 2011 à 8,3% en 2012.

La croissance économique en Asie du sud devrait être modérée, à 5,6% en 2012 contre 6,1% en 2011, car la région fait encore face à circonstances difficiles aux niveaux local et international. En 2013, la croissance devrait atteindre à 6,1%. L'Inde devrait connaître une croissance économique de 6,7% en 2012, contre 7,1% en 2011.

La croissance de l'Asie occidentale a décéléré durant la seconde moitié de 2011 et au début de 2012. Ceci est dû à l'affaiblissement de la demande extérieure, combinée à la modération de la croissance des dépenses publiques suite aux mesures exceptionnelles prises en réaction à l'éclatement du Printemps arabe. En conséquence, la croissance moyenne de la région devrait passer de 6,9% en 2011 à 4,0% en 2012 et 4,4% en 2013.

La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait ralentir également, de 4,3% en 2011 à 3,7% en 2012, avant d'accélérer de nouveau à 4,2% en 2013. Dans de nombreux pays de la région, la levée progressive des mesures de relance fiscales et monétaires a réduit la croissance de la demande interne. Les économies caraïbes devraient enregistrer une légère accélération de la croissance du PIB, à 3,3% en 2012 puis 4,0% en 2013, contre 2,5% en 2011.

Il est prévu que les économies des pays les moins avancés croissent en moyenne de 4,1% en 2012, soit près de 2 points de moins qu'initialement prédit dans le rapport *WESP* 2012. Cette importante révision à la baisse résulte pour une large part de taux de croissance beaucoup plus faibles que prévu au Soudan et au Yémen, deux pays où de graves conflits internes se poursuivent.

Pour arranger des entretiens ou obtenir davantage d'informations, veuillez contacter Newton Kanhema, tél 1-212-963-5602, e-mail [kanhema@un.org](mailto:kanhema@un.org), Département de l'information des Nations Unies

[www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml)

*Le rapport "Situation et perspectives de l'économie mondiale" (World Economic Situation and Prospects) est produit au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DEAS), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies.*